

Introduction et Phases principales des programmes TGI/GPI



Juan Antonio Sagardoy

Consultant International en Gestion de l'Eau
Ancien Directeur de l'Unité de Gestion de l'Eau de
la FAO

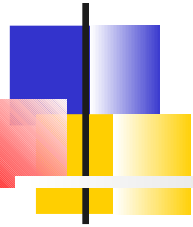
Email : sagardoy@iamb.it



Présentation du Module 1

- Unité 1. Introduction aux programmes de TGI et de GPI
- Unité 2. Phases principales des programmes GPI/TGI
- Unité 3. Phase 1: Évaluation des besoins en TGI/GPI et mobilisation de soutien en vue de l'adoption d'une politique de transfert

Module 1. Introduction et phase préparatoire de TGI



Unité 1. Introduction aux programmes de TGI et de GPI



Notes historiques

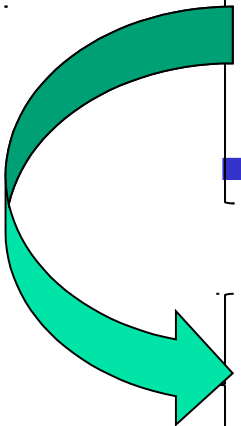
- Jadis, l'irrigation était principalement gérée par des associations d'agriculteurs de formes diverses (Tunisie, Espagne, Égypte, Pérou).
- Au début du 20ème siècle, des gouvernements ont pris l'initiative de développer l'irrigation et ont aussi décidé de la gérer à l'aide de fonctionnaires.
- En 1980, les critiques croissantes contre les systèmes d'irrigation gérés pas le secteur public ont conduit de nombreux pays à transférer la responsabilité de cette gestion à des associations d'agriculteurs.

Que sont le Transfert de Gestion d'Irrigation (TGI) et la Gestion Participative d'Irrigation (GPI) ?



Les termes TGI et GPI sont souvent utilisés l'un pour l'autre, mais il existe quelques différences théoriques.

Le terme « **transfert de gestion d'irrigation** » (**TGI**) signifie le transfert de la responsabilité et de l'autorité en matière d'irrigation, des organismes gouvernementaux à des organisations non gouvernementales (AUE). En général, le terme est associé au transfert total de la zone irriguée.



Le terme « **gestion participative de l'irrigation** » (**GPI**) se réfère normalement à l'implication des usagers de l'eau dans la gestion de l'irrigation, **conjointement au gouvernement**. Lorsque le TGI est partiel, les concepts de TGI et de GPI coïncident.

Le terme **décentralisation** renvoie d'ordinaire au déplacement à partir d'une autorité centrale, de l'autorité de prise de décision vers les niveaux inférieurs régionaux et locaux. Il peut aussi être interprété comme un transfert de gestion de responsabilités du gouvernement vers des compagnies privées.

Motivations des programmes TGI/GPI

- Les gouvernements ont besoin de réduire les dépenses publiques.
- Une bureaucratie financée depuis le centre tend à manquer de capacité pour fournir des services effectifs d'approvisionnement en eau à un grand nombre de petits exploitants.
- Passer d'un système politique centralisé à un système démocratique implique aussi un changement dans la manière de gérer les réseaux d'irrigation.
- Faible taux de perception des redevances d'eau.
- Détérioration progressive des réseaux d'irrigation faute d'entretien suffisant
- Les utilisateurs de l'eau ne sont pas satisfaits du système de distribution
- Malaise social à l'intérieur du réseau d'irrigation.

Bénéfices escomptés des programmes de TGI/GPI

- Réduction substantielle des dépenses publiques annuelles et réduction du personnel gouvernemental.
- Efficacité accrue des systèmes d'irrigation, dans la mesure où les réseaux d'irrigation gérés par les agriculteurs se sont avérés bien plus efficaces dans de nombreuses régions du monde.
- Mobilisation accrue des ressources locales (humaines et financières)
- Meilleure productivité agricole lorsqu'on atteint une plus grande efficacité dans l'utilisation de l'eau.

Pays ou États ayant adopté des politiques de GPI ces dernières années

Amérique Latine

Brésil,
Chili,
Colombie,
Rép Dominicaine,
Équateur,
Salvador,
Guatemala,
Mexique,
Pérou

Asie

Bangladesh,
Chine,
Inde (Andhra Pradesh,
Bengale, Gujarat, Haryana,
Maharashtra, Tamil Nadu),
Indonésie,
Laos,
Népal,
Pakistan,
Philippines,
Sri Lanka,
Viet Nam

Afrique & Proche-Orient

Éthiopie,
Ghana,
Madagascar,
Mali,
Mauritanie,
Maroc,
Niger, Nigéria,
Sénégal,
Somalie,
Afrique du Sud,
Soudan,
Zimbabwe,
Jordanie,
Turquie,
Égypte,
Tunisie

Europe & Asie Centrale

Albanie,
Arménie,
Bulgarie,
Chypre,
Géorgie,
Kazakhstan,
Macédoine,
Moldavie,
Roumanie,
Kirghizistan,
Bosnie-Herzégovine



Approches principales

Dans la mise en œuvre de programmes de GPI/TGI, les gouvernements adoptent essentiellement 3 approches :

- **Mise en œuvre rapide** avec un soutien gouvernemental important (Turquie, Mexique, Inde, Pérou, Arménie et autres).
- **Mise en œuvre lente** avec un soutien gouvernemental modéré (Égypte, Indonésie, Népal et autres).
- **Mise en œuvre volontaire par des AUE** avec un soutien gouvernemental modeste (Venezuela, Jamaïque, Maroc, Tunisie).

Les résultats obtenus sont en forte corrélation avec l'adoption de telle ou telle de ces approches.



Module 1. Introduction et Phase préparatoire de TGI

Unité 2 : Phases principales
des programmes de GPI/TGI

Phases caractéristiques d'un programme de GPI

- La phase 1 porte sur **l'évaluation des besoins en TGI/GPI et la mobilisation de soutien** en vue de l'adoption d'une politique de transfert.
- La phase 2 correspond à la **planification stratégique** destinée à organiser les modalités de base en vue du processus de réforme.
- La phase 3 concerne la solution de **questions politiques clés** avant que la planification de la mise en œuvre ne puisse commencer.
- La phase 4 se rapporte à la réorganisation de l'organisme gouvernemental.
- La phase 5 porte sur **la mise en œuvre effective des AUE.**



Module 1. Introduction et Phase préparatoire de TGI

Unité 3. Phase 1 : Évaluation des
besoins en TGI/GPI et mobilisation
de soutien en vue de l'adoption
d'une politique de transfert



Évaluation des besoins en

GPI

- Quels écarts de rendement existe-t-il en gestion d'irrigation ?
 - Quels sont les types principaux d'écarts de rendement ?
 - Quelle est l'envergure des écarts de rendement ?
 - À quel point est-il important que ces écarts soient résolus ?
- Un renforcement ou une réforme sont-ils nécessaires ?
- Le transfert de gestion de l'irrigation est-il réalisable ?
- Y a-t-il un engagement politique assez solide en matière de TGI ?

Un renforcement ou une réforme sont-ils nécessaires ?

- Il existe deux options de base :
 - Si les écarts de rendement sont mineurs, une stratégie de renforcement peut s'avérer suffisante. La formation, la mise à niveau des procédures de F&E et les programmes de réhabilitation constituent des exemples de politique de renforcement.
 - Si les écarts de rendement sont significatifs, une réforme en profondeur est nécessaire. Un signe clair de cette nécessité est apparent quand des améliorations ont été tentées sans obtenir les résultats escomptés.
 - Deux réformes fondamentales sont possibles :
 - Changements organisationnels internes (au sein des institutions du secteur d'irrigation)
 - Changements organisationnels externes (institutions du secteur de l'eau)

Le transfert de gestion d'irrigation est-il réalisable ?

- Le TGI est potentiellement sensible et pourrait être contrecarré par des groupes d'influence.
- Si le TGI est en passe d'être mis en œuvre, **il doit être soutenu au plus haut niveau politique**. Si ce soutien n'est pas disponible, le pays n'est pas prêt pour un programme accéléré de TGI.
- En raison de pressions extérieures en provenance de l'étranger, le TGI est parfois adopté alors que les conditions du changement ne sont pas réunies.

■ Les ressources financières sont-elles



Soutien politique

- Nombre de succès de programmes de TGI/GPI sont liés au degré du soutien politique dont ils ont bénéficié.
- Le soutien politique doit être clairement exprimé à travers les déclarations du gouvernement.